

« Avec un but économico-idéologique, Trump renoue avec l'interventionnisme en Amérique latine »

Trump veut une Amérique latine alignée politiquement avec lui, et qui lui fournisse tout ce dont il a besoin. Mais la Chine occupe désormais un terrain négligé, ces dernières décennies, par Washington.

ENTRETIEN

VÉRONIQUE KIESEL

En intervenant militairement au Venezuela, les Etats-Unis de Donald Trump ont surtout voulu s'assurer un accès prioritaire aux principales réserves pétrolières de la planète. Une façon aussi de mettre en garde d'autres nations latino-américaines productrices de matières premières considérées comme stratégiques par Washington. Décodage avec Geoffrey Pleyers, sociologue spécialiste de l'Amérique latine, chercheur au FNRS et professeur à l'UCLouvain.

Traditionnellement, les pays latino-américains vendaient surtout leurs matières premières aux Etats-Unis. Et puis cela a changé...

On dit souvent que Trump a tendance à poser le bon diagnostic... avant d'y apporter une mauvaise réponse. C'est le cas ici. Depuis quelques décennies, l'Amérique latine ne semblait plus intéresser les Etats-Unis. La Chine par contre s'y est beaucoup investie, devenant le premier partenaire commercial de la plupart des pays d'Amérique du Sud. Le Mexique et l'Amérique centrale, par contre, sont restés très liés aux Etats-Unis. Il y a un an, le mega-port chinois de Chancay a été inauguré au Pérou, près de Lima. Il va contribuer à une réorientation encore plus forte de l'économie sud-américaine vers la Chine. A quelques exceptions près, dont la Colombie et l'Argentine, les Etats-Unis ont bel et bien perdu leur position dominante dans le commerce avec l'Amérique du Sud. En novembre 2025, par exemple, 80 % du pétrole du Venezuela était exporté vers la Chine... Trump a donc dû se dire que la seule façon de ratrapper le coup, c'est la force, en réimposant un impérialisme brut et clair.

A l'époque où primaient les échanges avec les Etats-Unis, les pays latins exportaient surtout leurs matières premières. Alors que la Chine met en avant les avantages d'un commerce Sud-Sud, cela ne semble guère avoir changé...

L'économie de l'Amérique latine reste en effet essentiellement extractiviste, exportant surtout ses matières premières auxquelles s'ajoutent des produits agricoles comme le soja ou la viande. Il n'y a guère d'industries de pointe exportatrices. Alors qu'on pensait que l'économie latino-américaine allait se développer comme d'autres, passant du secteur primaire au secondaire puis tertiaire, on a, depuis une vingtaine d'années, plutôt assisté à une « re-primerisation » de ces économies. Le cas du Venezuela, frappé par le « malheur du pétrole », est dans cette ligne : très peu de pays pétroliers ont réussi à développer une économie diversifiée. Chavez avait essayé mais n'y est pas parvenu. Et rares sont les pays pétroliers régis par un système démocratique : avec autant de rentrées d'argent, il y a davantage d'espace pour la corruption que dans une économie diversifiée.

Trump a ciblé, en paroles jusqu'ici, d'autres pays, comme la Colombie ou Cuba, pour des raisons qui ne sont pas liées à l'économie...

Les Etats-Unis renouent, on l'a vu, avec l'interventionnisme en Amérique latine. Et, s'ils n'y ont jamais soutenu la démocratie, appuyant au contraire des dictatures, Trump lui aussi combine objectifs économiques et idéologiques. Ce qui l'a d'ailleurs conduit à renier quelques-unes de ses promesses, lorsqu'il affirmait que, avec l'*America first*, les Etats-Unis n'alleraient plus investir à l'étranger et ne lanceraient plus de guerre dans

d'autres pays. Or il vient d'intervenir au Venezuela et a récemment aussi promis une aide de 20 milliards de dollars à l'Argentine de Milei, ce qui lui a permis de remporter les législatives partielles. Des entorses à son programme qui causent d'ailleurs des tensions au sein de sa base.

Après la spectaculaire opération au Venezuela, Trump, en créant une terreur préventive, veut obtenir des autres pays



latinos qu'ils dansent comme lui sifflent. Une manière de les pousser à réduire les liens avec la Chine ?

Il avait déjà utilisé cette tactique avec succès au Panama : en janvier 2025, il avait dénoncé le fait que la Chine, via une entreprise de Hong Kong, contrôlait deux ports du canal de Panama. Il avait donc menacé de reprendre par la force cette infrastructure essentielle. Sans passer par une guerre, il avait obtenu que ces ports soient revendus à un



Lorsque Trump avait entrepris d'imposer des taxes douanières très élevées sur les produits chinois, Pékin avait répliqué en taxant lui aussi les importations américaines

Geoffrey Pleyers
Sociologue spécialiste de l'Amérique latine, chercheur au FNRS et professeur à l'UCLouvain

“

conglomérat américain. Et en février dernier, lorsque le président colombien Gustavo Petro avait refusé de recevoir les vols américains rapatriant des migrants qui n'étaient pas traités de manière digne, Trump l'avait menacé d'imposer d'importants tarifs douaniers. Petro avait dû céder. Même pour un gouvernement en opposition à Trump, ce type de menace est pris très au sérieux parce qu'en effet, les Etats-Unis ont un levier d'action très important.

Mais ça ne marche pas à tous les coups : lorsque Trump avait entrepris d'imposer des taxes douanières très élevées sur les produits chinois, Pékin avait répliqué en taxant lui aussi les importations américaines. Et c'est donc le Brésil, grand producteur de soja, qui est devenu le fournisseur de la Chine. Même si le Brésil reste un acheteur de produits américains, ses relations avec la Chine sont excellentes. Dans le cadre des Routes de la Soie, Pékin y construit d'ailleurs des infrastructures qui relieraient, à travers l'Amazonie, le Brésil au nouveau port péruvien de Chancay pour que les matières premières qui en sont extraites y soient directement acheminées.

Les entorses de Trump à son programme causent des tensions au sein de la base républicaine. © REUTERS.

Groenland Maxime Prévot temporise, Emmanuel Macron réplique à Trump

MAXIME BIERMÉ (AVEC A.D.E.)

Comme en écho aux interrogations, pour ne pas dire aux craintes, d'une bonne partie de la population, les députés belges ont noyé le gouvernement Arizona de questions sur les relations transatlantiques, jeudi à la Chambre. Même si certains avaient adressé leur missive au Premier ministre, c'est Maxime Prévot (*Les Engagés*) qui a répondu en rappelant la position déjà connue de notre pays, à savoir : « Le Groenland n'est pas un territoire négociable, ni une zone d'influence à redistribuer. Il relève d'un cadre juridique précis, fondé sur la souveraineté du Royaume du Danemark et sur le droit du peuple groenlandais à disposer de lui-même. »



La loi du plus fort cherche à s'imposer, les règles d'hier sont de plus en plus fragilisées

Emmanuel Macron
Président de la France

“

Maxime Prévot a aussi indiqué qu'aucune réunion extraordinaire de l'Otan n'était à l'agenda, malgré les menaces de Trump d'une intervention militaire dans les prochaines semaines pour conquérir le Groenland : « Simplement parce que chacun attend de voir ce que pourra donner la réunion prévue la semaine prochaine entre les autorités danoises et américaines. »

Bousculé par l'opposition qui en attendait plus, Maxime Prévot estime auprès du *Soir* qu'il n'y a pas de raison, à ce stade, de pousser le curseur à un niveau supérieur à l'encontre des Américains : « L'opposition cherche à me pousser vers des propos caricaturaux, alors même qu'elle reproche ceux-ci à Trump. C'est un non-sens. La diplomatie, c'est l'antithèse de la caricature. »



L'opposition cherche à me pousser vers des propos caricaturaux. La diplomatie, c'est l'antithèse de la caricature

Maxime Prévot
Ministre belge des Affaires étrangères

“

Une « agressivité néocoloniale »

Si la Belgique temporise et attend de voir, la France montre les muscles. Devant un parterre de diplomates, Emmanuel Macron a déploré

jeudi que les Etats-Unis « se détournent progressivement » de certains alliés et « s'affranchissent des règles internationales ». Le président français a aussi dénoncé « une agressivité néocoloniale » de plus en plus en vigueur dans les relations diplomatiques.

« Les instances du multilatéralisme fonctionnent de moins en moins bien. Nous évoluons dans un monde de grandes puissances avec une vraie tentation de se partager le monde », a poursuivi Macron. « Ce qu'il s'est passé durant les derniers mois ou parfois les derniers jours n'a rien enlevé à ce constat », a-t-il ajouté, en référence à l'intervention américaine au Venezuela. « La loi du plus fort cherche à s'imposer, les règles d'hier sont de plus en plus fragilisées. »

Selon nos informations, une réunion des diplomates européens sur la thématique du Venezuela (et par ricochet du Groenland) s'est également tenue jeudi à Bruxelles, sans communication officielle à son issue.